

500 F Cfa • Janvier 2011 • N°00

• ISSN 0796-8868 • Fada N'Gourma

Les *Échos* du Sahel

Journal d'informations locales, d'Intégration et de Développement

Puissions nous avoir le courage de changer ce qui peut l'être, la force d'accepter ce qui ne peut l'être et la sagesse pour faire la différence entre les deux !

Région de l'Est

La région de l'Est a une double caractéristique. Première-
route», sauf la ligne Fada-Ouagadougou sur la nationale 4,
les bretelles inter-provinces, sont fermés à la circulation de
en garde ou couvre feu sécuritaire, les malfrats frappaient
hauteur du village de Kikideni à une quinzaine de kilomètres
conduisant au Bénin, avec à la clé la mort par fusillade d'un
ment, à moins de disposer d'un bon véhicule tout-terrain,
de l'Est ont intérêt à rendre visite à leurs parents au vil-
parce que, même en période sèche, certaines destinations
combattant. L'étendue du territoire confié à Kilimithé Thé-
gion, se décline en problème d'enclavement accentué par le
espace marqué par une végétation et densité hu-
banditisme. «Les Echos du Sahel» ont in-
verneur sur cette double question.

Lire page 21



ment, à cause des «coupeurs de
tous les autres axes y compris
18h à 6h. Malgré cette mise
à nouveau le 26 août 2010, à
de Fada, sur la route de Pama
agent de sécurité. Deuxième-
beaucoup de ressortissants
lage avant la saison des pluies,
vous imposent un parcours du
dore Hien, Gouverneur de la ré-
mauvais état des routes dans un
maine propices au grand
terpellé le gou-

Entre coupeurs et enclavement



11 décembre 2010

Pages 4-9

dans la cité

de Bantia

PRENEZ LE TEMPS DE RÉVISER, JOUER ET GAGNER UN PRIX "ECHOS DU SAHEL"

Parce que la jeunesse ne doit pas rester en rade et que l'information peut et doit servir le pédagogique, "Les Echos du Sahel" consacrera un espace à l'éducation. Au-delà de la traditionnelle fenêtre sur les activités du secteur de l'éducation, votre journal offre dès ce numéro, une planche didactique, en commençant par interpellier la jeunesse des écoles primaires. Un espace qui leur permet, en conformité avec les avancées dans les classes sur le programme académique, de faire le point sur leurs connaissances et, le faisant, de gagner un prix symbolique pour leur participation. Les 10 premières copies par ordre d'excellence seront primées. Le corrigé des présentes épreuves et les noms des lauréats seront publiés dans le prochain numéro des "Echos du Sahel". A vos plumes et bon travail !

OPÉRATION

- 1) $9080,07 \times 6009,05 =$
- 2) $3,25\text{ha} + 0,72\text{a} + 405\text{dam}^2 = \dots\dots\dots \text{ca}$
- 3) Un hôtelier achète 252 œufs à 550 F la douzaine. Quel est le prix des œufs ?
- 4) Avec les $\frac{2}{5}$ de mon avoir, j'achète une tenue à 4.750 F. Calcule mon avoir.
- 5) Tracez un angle de 80° ; construire sa bissectrice.

PROBLÈME

Un fermier achète un champ rectangulaire à 6.750.000 F à raison de 22.500 F l'are. Sa longueur mesure 200 m. Calculez :

- 1) La surface du champ.
 - 2) La largeur du champ.
- Pour l'entourer, il achète du grillage à 1.500 F le mètre et 42 poteaux à 1.750 F l'unité. L'ouvrier chargé d'exécuter les travaux est payé à 600 F l'heure. Sachant qu'il travaille de 8H à 13H chaque jour pendant 12 jours pour terminer l'ouvrage ;
- 3) Calculez la dépense totale.

Histoire-Géographie

HISTOIRE

- 1) Au 19ème siècle, trois grands ensembles étaient sur le territoire burkinabé. Lesquels ?
- 2) Relie par une flèche chaque pouvoir à son rôle :

Pouvoir	Rôle
a- Pouvoir exécutif	1- juge les accusés
b- Pouvoir judiciaire	2- enseigne les lois
c- Pouvoir législatif	3- exécute les lois
	4- vote les lois

- 3) L'enfant a des droits. Cite-en deux
- 4) Voici des noms d'explorateurs : Monteil ; Krause ; Brazza ; Binger ; René Caillé. Cite ceux qui ont visité le Burkina Faso.
- 5) Quand et où a été fêté le Cinquantenaire de l'Indépendance du Burkina Faso ?

GÉOGRAPHIE

- 1) Quelle est la plus grande élévation du Burkina Faso ?
- 2) Un site touristique burkinabé a été déclaré Patrimoine de l'UNESCO. Lequel ?
- 3) Nomme trois plaines aménagées au Burkina Faso pour la culture du riz.
- 4) Maman ramène du marché de la farine, du sucre et du savon. De quelle usine du Burkina Faso provient chacun de ces produits ?
- 5) Voici une liste de pays africains : Algérie ; Bénin ; Afrique du sud ; Nigeria ; Libye ; Angola ; Liberia ; Burkina Faso. Relève les pays situés en Afrique occidentale.

DICTÉE

Une douloureuse année
Elle était une douloureuse année pour toute la nation. Quelle mauvaise année ! Pendant des mois entiers, une grande frayeur a vivement régné dans le pays des hommes intègres. Nos autorités avaient pour préoccupation principale, d'amener nos compatriotes à regagner leur terre natale qu'ils ont tant aimé et abandonné autrefois. Par milliers, ils arrivaient, dépourvus de leurs biens honnêtement et durement conquis. De nos jours, les conséquences engendrées par cette crise sont palpables dans nos écoles.

D'APRÈS UN ENSEIGNANT BURKINABÉ.

Etude de texte

Destin de femme

Ma mère comme toutes les autres petites filles du pays zoaga, avait été donnée d'avance. Son père l'avait vendue dès sa naissance à un marchand de kola. Dès l'âge de dix ans, elle avait été conduite au domicile conjugal. Elle vécut dès lors la véritable vie de femme mariée.

Ma mère était la troisième femme de mon père. C'est dans la case de la première épouse que celle-ci fit ses premiers pas. Elle reçut de cette dernière tous les conseils et recommandations utiles et nécessaires pour être une bonne femme de ménage, une femme soumise. Très vite, elle devint la préférée de mon père car elle savait tout faire.

D'APRÈS HARICOT RÔNIER

QUESTIONS

I. VOCABULAIRE

1. Donne le sens de : épouse ; domicile.
2. Choisis la bonne réponse :
La préférée signifie : a) la plus connue.
b) La plus forte
c) La plus aimée.
3. Trouve un verbe de la même famille que « soumise ».

II. GRAMMAIRE

Donne la nature et fonction des mots soulignés dans le texte.

III. CONJUGAISON

« Celle-ci fit ses premiers pas » :

Mets le verbe de cette phrase aux autres temps simples de l'indicatif et au passé composé de l'indicatif.

IV. INTELLIGENCE DE TEXTE

- 1- Donne un deuxième titre au texte.
- 2- Relève dans le texte un passage qui justifie ton titre.
- 3- Ton père décide de marier ta sœur à un de ses amis, mais elle n'est pas d'accord. Dis en cinq lignes les conseils que tu donneras à ton père pour qu'il laisse ta sœur épouser le garçon de son choix.

Rédaction

Tu rends visite à ton oncle au champ. Arrivé, tu constates que ce dernier a abattu des arbres et a brûlé une partie du champ. Qu'as-tu-à lui dire ?

Dessin : Un livre ouvert

Suite page 19
avec l'épreuve de
sciences.

Les Echos du Sahel ?

C'est un journal fait à Fada, alimenté d'informations locales pour la région de l'Est. Un de plus ? Un autre téméraire ? On vous dira qu'il y a eu des tentatives toutes aussi malchanceuses les unes que les autres. Que les gens de Fada ne sont pas lecteurs, qu'ils ne déboursent pas pour l'information. Que le concret ici, la bonne cause pour laquelle on met volontiers la main à la poche, c'est la bière, la grillade, le braisé, les galipettes. Faut-il pour autant faire l'injure au Gulmu d'être imperméable à la presse ? Le plus grand respect doit être dû aux intellectuels et, ils sont innombrables au Gulmu. Depuis le jeune qui taquine l'alphabet au primaire jusqu'à ceux qui ont été aussi loin qu'on peut aller dans la quête du savoir, le vivier pour un bon journal est campé. Nous disons un bon journal. Pas un vulgaire canard.

Ce numéro, que vous explorez pour la première fois, vous annonce la nais-

sance, à Fada, d'un périodique d'information, «*Les Echos du Sahel*». Il était annoncé en mars-avril 2009, il y a un an. Des individus mal-faisants ont oeuvré par un cambriolage, la nuit du 24 mars 2009, pour retarder l'échéance. Ils ont retardé le train mais n'ont pas réussi à l'arrêter. «*Les Echos du Sahel*» traitera aussi bien de l'actualité locale et nationale que des questions d'intégration régionale et de développement. Actualité locale et nationale, pour que, par l'information, les choses bougent positivement. Intégration régionale, parce que la région de l'Est est un «*pays frontière*». Développement, parce que les actions de développement trouvent leur dynamisme dans la communication.

Ce pari de doter la ville de Fada N'Gourma d'un journal et, au-delà, toute la région de l'Est, d'un périodique d'information ; ce pari, disons-nous, est le vôtre, doit être le vôtre, pour pouvoir exister et fièrement représenter la région dans le paysage médiatique burkinabé. «*Les Echos du Sahel*» est votre journal. Il a besoin de votre soutien pour exister. Il a besoin que vous lui ouvriez vos portes, l'aidiez à accéder à la vraie information pour mieux vous servir, être fier d'être votre journal. Seule la perspective d'un accueil tutélaire de votre part, garantira au journal «*Les Echos du Sahel*», le courage de changer ce qui peut l'être, la force d'accepter ce qui ne peut l'être et la sagesse pour

faire la différence entre les deux.

Ce numéro de lancement s'articule essentiellement autour du grand événement le plus récent : la célébration à Bogandé, le 11 décembre 2010, du Cinquantenaire de l'indépendance

ments comme le Cinquantenaire célébré à Bobo au plan national. Brièvement, il vous demandera par exemple de méditer sur la bamboula et la frénésie dépendante qui ont concerné une petite portion de Burkinabés quand l'indépendance de la majorité se réduit à trimer pour un service minimum. Faut-il blamer le discours politique quand, à la faveur de la coïncidence temporelle entre la célébration du cinquantenaire et les élections présidentielles, il peut clamer que l'indépendance à la même saveur dans la porcelaine que dans le plat de terre cuite ? De la Haute-Volta au Burkina Faso, de l'eau a coulé. Pas à pas, titubant très souvent, le pays a tenté de passer de pays pauvre à pays pauvre très endetté, puis de pays sous-développé à pays en voie de développement. Et maintenant, victoire ! il est presque debout, le PF réélu au quart de tour, nous l'annonce pays émergent. «*Les Echos du Sahel*» restera d'abord tout proche du Gulmu et des régions voisines. Proche de vous, avec vous, pour vous.

Nos vœux les meilleurs à toutes et tous !

GUY-MICHEL BOLOUVI



du Burkina. La preuve que les événements, où qu'ils se passent sur l'étendue de la région, est l'affaire des «*Echos du Sahel*». Son ambition transfrontalière l'inscrit également dans le suivi des événements majeurs dans les régions voisines car Fada, Koupela, Tenkodogo et Dori constituent un espace dont les populations sont intimement liées par l'histoire, la culture, le commerce... Journal du Gulmu, «*Les Echos du Sahel*» restera tout d'abord fidèle au Gulmu. A l'occasion, votre journal fera un clin d'oeil au national qui est l'apanage des journaux de la capitale, Ouagadougou. Ainsi par exemple, «*Les Echos du Sahel*» ne vous entretiendra pas longtemps sur des événe-

Les Echos du Sahel

Mensuel d'informations locales,
d'Intégration et de Développement

+226 40 77 77 18

+226 70 33 24 16
+226 78 83 80 53
+226 76 42 65 10

BP. 145 Fada N'Gourma
Burkina Faso
Email : mboluvi@yahoo.fr

N° ISSN : 0796-8868

Directeur de publication
Guy-Michel BOLOUVI

Conseil de la rédaction
Justin LOMPO, Naba Yentema

Rédaction
Guy-Michel Bolouvi, Apollinaire Salembéré, Philibert Yentangou, Japhet Benyidoba

Crédit photo
Les Echos du Sahel

Composition
Les Echos du Sahel

Les Echos du Sahel

- Le courage de changer ce qui peut l'être,
- la force d'accepter ce qui ne peut l'être,
- la sagesse pour faire la différence entre les deux !



11 décembre 2010 à Bogandé

La Gnagna s'est bien débrouillée

Un malheureux accident précède et endeuille la fête, les moyens financiers pour l'organisation s'avèrent un peu trop juste, la cérémonie programmée pour commencer à 10h traine les pieds jusqu'à 11h 30 mn... mais la fête a finalement lieu.

Zakyalma Dieudonné, Haut-Commissaire de la Gnagna depuis le 31 octobre 2009 est un de ces administrateurs qui sait se détendre, décompresser, ne pas dramatiser, s'adapter, faire au mieux dans la meilleure disposition d'esprit avec le disponible. Il a eu la fierté d'organiser le 11 décembre du cinquantenaire, «ce n'est pas n'importe quel 11 décembre». L'homme est également modeste et sait encaisser les reproches : «il y a eu quelques paramètres qui font que tout ce qui nous est reproché, on l'accepte. Jusqu'au dernier moment, on n'était pas sûr que la fête ait lieu ici à Bogandé. Il y a une rumeur, je me permets le mot, qui voulait que pour le cinquantenaire, les fêtes soient organisées d'abord en différé et ensuite aux chefs lieux des régions. C'est au dernier moment qu'on a fait comprendre aux différents gouverneurs que chacun devait organiser chez lui, et à la date du 11 décembre. On a été pris par le temps et les insuffisances sont également dues à cela. Pire, hier 10 décembre, un de nos responsables a été heurté mortellement par un véhicule au lieu même de la cérémonie. Il s'agit de feu Yameogo Prosper, gestionnaire des hôpitaux et services de santé et, en l'occurrence, gestionnaire du district sanitaire de Manni. Il était venu à Bogandé pour un travail au niveau du contrôle financier et, sur le chemin retour à moto, aux environs de 12h, il a été renversé par un camion-citerne que nous avions commandé pour arroser la voie. Cela a glacé le comité d'organisation et la population parce qu'il était très connu puisque cela fait deux ans, depuis 2008 qu'il était en service à Manni. Un jeune de 38 ans, mort accidentellement à 3 semaines de son anniversaire puisqu'il est né le 31 décembre 1972». Il déplore également l'absence des députés de la province, «les élus ont été astreints d'aller à Bobo, seul Diabougba Fidèle a été désigné pour rester avec nous. La fête aurait pris une autre dimension si les moyens financiers avaient suivi ou plutôt si on avait eu plus de temps pour organiser les ressources locales. Parce qu'au-delà de la contribution des collectivités territoriales, les associations et ressortissants, par exemple, pouvaient contribuer. Mais l'essentiel était que la jeune génération de la province puisse vivre un 11 décembre». Retour sur événement avec le Haut-commissaire de Bogandé, hôte des festivités du cinquantenaire au titre de la région de l'Est.



Au moment d'hériter de l'organisation, aviez-vous les hommes et les moyens? Oui, pour les hommes puisque, de prime abord, nous avons responsabilisé les membres du cadre de concertation provincial, c'est-à-dire les membres des corps constitués, les différents responsables administratifs de la province. Pas de problème pour les ressources humaines. Maintenant, pour les moyens financiers, on s'est débrouillé (rires).

D'où sont venues les ressources de l'organisation ?

Les ressources sont venues essentiellement de la région, c'est le gouverneur qui a donné. Mais on a eu l'appui des collectivités territoriales, notamment les différentes communes de la province et le conseil régional.

A combien s'élevaient les dépenses prévisionnelles ?

Le comité d'organisation mis en place avait accouché d'un budget de près de 9 millions mais, pour être honnête, on n'a même pas eu 2 millions pour organiser la fête.

C'est plus que de la débrouille alors ?

Oui, on a fait avec les moyens de bord. Annoncé ainsi, c'est comme s'il y en avait quelque part et qu'on ne nous a pas donné. Disons que c'est un peu les contraintes au niveau national parce qu'on n'a pas donné les sous pour la fête à Bogandé. On a donné une enveloppe à la région pour supporter les défilants à Bobo ainsi que le déplacement et la prise en charge de la troupe, et c'est ce qui a pu être dégagé pour la province qui nous a été donné.

Combien avez-vous eu finalement pour recevoir la fête à Bogandé ?

Je ne me pose même pas la question. Je sais en tout cas que je n'ai pas eu 2 millions (rires) mais je sais que j'ai dépensé plus de 2 millions (rires).

La critique est facile et vous devez bien vous douter qu'il y a plus de critiques défavorables que favorables pour votre organisation du 11 décembre. Entre autres, la dimension un peu trop réduite de l'espace couvert aménagé



pour recevoir les officiels, les récipiendaires de décoration, les invités et autres qui s'attendaient à pouvoir se mettre à l'abri, au moins, du soleil. Que répondez-vous à ceux qui disent que vous avez prévu trop petit ?

Vous savez, dans nos localités, c'est un problème récurrent. Lorsqu'on fini une manifestation, on indique le lieu de restauration et c'est la ruée. Tout le monde va vers ce site parce qu'on se dit qu'on a mis plus de moyens là-bas. Donc, on est habitué à cela.

Vous avez donc consacré plus de moyens au site de restauration qu'au lieu du défilé ?

En réalité, on n'avait pas d'autre choix. Il fallait mettre le maximum au niveau de la restauration parce que vous n'allez pas demander à quelqu'un qui a quitté la Tapoa pour venir ici de se contenter de peu. Il faut qu'il soit dans les conditions physiques pour repartir.

Vous n'avez pas estimé que deux tentes soient insuffisantes pour accueillir les invités ?

Là, on s'est fait un peu avoir. On avait pris les dispositions pour 7 tentes et on nous a annoncé 2 tentes de 250 places et, on s'est dit

qu'asseoir 500 personnes, ce serait largement suffisant. Malheureusement, les fameuses tentes de 250 places se sont avérées des tentes de 100 places. C'est ça qui nous a joué un tour. On avait même mobilisé 8 tentes quand on nous a dit que, non, à Pouytenga on pouvait avoir des tentes de 250 places. On s'est dit pourquoi ne pas en prendre là-bas surtout qu'on gagnait quelque chose dans la location de ces tentes. Pour nous, 500 places assises, ça faisait notre affaire.

Une des conséquences, mêmes si les victimes ne pouvaient revendiquer une place sous tente du fait de leur fonction, a été qu'on a compté des victimes de coup de soleil et fatigue du fait d'être resté longtemps debout sous le soleil. En l'occurrence, sur le coup de 11h 35 mn, alors qu'on démarrait la cérémonie des décorations, on a évacué un CRS. Il n'était pas possible de prévoir au moins de l'eau pour agrémenter l'attente au soleil ?

Vous savez, à toutes ces manifestations, chacun vient dans un état de santé donné. Vous avez parlé de corps habillé, il y a même eu un responsable administratif, un haut commissaire est tombé dans les pommes.

Il est venu avec son mal et, avec la fatigue du voyage et autre, il s'est retrouvé au centre médical. C'est des trucs qu'on ne peut pas prévoir. On prévoit toujours des carreaux de sucre, mais qu'est ce que cela résout ? Il aurait fallu que les gens passent par le service de santé le matin pour voir l'état de leur goutte épaisse mais, ça on ne peut pas et à toutes les fêtes vous aurez ces situations.

De bonnes femmes grinçaient des dents : une mobilisation pour une semaine d'entraînement, le défilé le jour J, et pas même un sachet d'eau de 25 F, pas d'appui pour la tenue de défilé... Que répondez-vous à cela ?

Tout ça était prévu dans le budget de 9 millions mais, quand vous vous retrouvez à 2 millions, vous faites des coupes sombres. On ne peut que demander aux défilants de se mettre dans les conditions pour venir défiler. Et puis, ces dames, elles sont venues s'inscrire d'elles mêmes pour défiler. Voilà, tu viens me demander de te laisser défiler au nom de ton association et tu veux que je te paye l'eau. Mais écoutez, c'est compliqué. Il y a même des gens qui sont venus dire, on ne demande rien, on veut défiler. Moi, ceux-là à qui j'ai demandé de venir défiler, ce sont les scolaires que vous avez vu. Toutes les provinces étaient représentées par des scolaires que j'ai mobilisés.

Les défilants avaient-ils droit à une restauration après leur prestation ?

On a créé des pôles de restauration pour les défilants. Pour les scolaires, vu leur nombre, on a octroyé à chacun la somme symbolique de 500 F après le défilé parce qu'on s'est dit, les enfants quand vous leur donnez

500F, c'est mieux que de les rassembler pour leur donner un plat de riz. Les autres avaient droit à une restauration. Naturellement, ils auraient voulu qu'en plus du riz on leur donne des bouteilles de bière ou je ne sais quoi mais, là aussi écoutez, ce n'est pas faisable. Comme dit le gouverneur il aurait voulu que chaque participant ait une bouteille de champagne. Mais, bon, ce n'est pas possible.

Pensez-vous que d'accueillir la célébration régionale de la fête de l'indépendance a provoqué une retombée heureuse pour certains opérateurs économiques de la ville ? Nous avons remarqué une affluence inhabituelle par exemple pour la station service Total.

Il faut certainement ajouter à la station total, les quelques débits de boissons, parce que je suppose que tous ceux qui se sont plaints au niveau de la réception officielle, sont allés s'abreuver ailleurs. Quand vous prenez par exemple la troupe qui a défilé et ils étaient près de 170, ils ont refusé à ce qu'on prépare pour eux préférant aller manger en ville. C'est dire que les restaurateurs ont trouvé leur compte. Enfin, au niveau de la foire, à part les animaux sur pied, rien de mangeable n'est resté. C'est même dans l'esprit du gouverneur d'ouvrir ainsi le marché.

Des leçons à retenir ?

Vu les moyens allouer, il est vrai qu'il est heureux de faire en sorte que la jeune génération connaisse le 11 décembre. L'idée est géniale mais puisque les moyens ne suivent pas, il ne faut pas forcer. Par exemple, j'ai fait

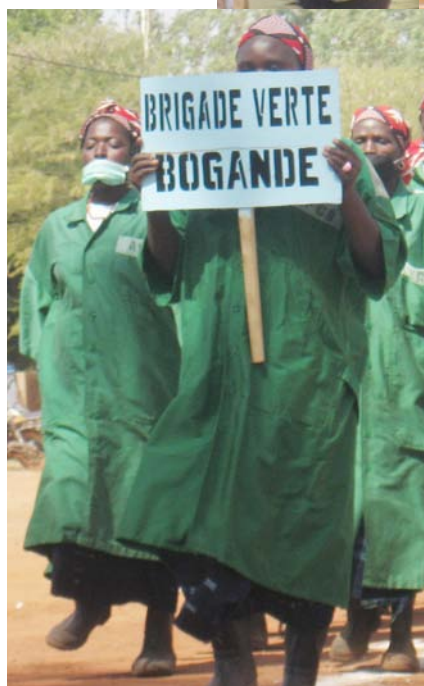
Suite page 12

La parade militaire et civile en images













Exposition-foire

les produits exposés ont assez bien présenté les potentialités de la province

Arrêt à l'expo-foire avec celui qui a dirigé son organisation, Savadogo Somaila, directeur provincial de l'agriculture, de l'hydraulique et des ressources halieutiques de la Gnagna. L'expo-foire, venu en adjuvant aux manifestations de la journée va se révéler l'attraction qui aura donné toute sa saveur à une fête qui aurait pris fin avec la dernière rasade de bière à la réception chez le Haut commissaire.

Qui pouvait exposer et à quelles conditions ?

Par rapport au nombre limité de stands, on a ciblé certains secteurs d'activité : agriculture et ressources halieutiques, environnement et ressources animales, artisanat, secteur privé, Ong et projet. On a compté 5 à 15 stands par secteur d'activités. Des stands de

6m². Ensuite, pour mobiliser au maximum, les stands ont été cédés gratuitement. Vu nos moyens limités, certains ont eux-mêmes confectionné leurs stands.

L'expo dans les secteurs relevant de vos compétences vous a-t-il semblé assez illustratif sur la qualité de la campagne ?

A cette période de l'année, la récolte est effectuée mais les produits pas encore totalement conditionnés, mais cela nous permet de dire que la campagne est meilleure à celle de l'année passée. Je peux dire que les produits exposés ont assez bien présenté les potentialités de la province.

d'une charrue et 3 sur 5 ont une charrette. Mais les gens achètent des outils plus légers que ceux qui ont été exposés. Ils sont plus lourds mais plus performants. Ces charrues nécessitent des animaux de traits bien nourris, en l'occurrence des boeufs pour mieux les rentabiliser. Toutefois, pour travailler avec un âne, il y a la possibilité de réduire les pièces de la charrue. Je peux ainsi citer pour les charrues adaptables à la force de l'animal de trait : la «houe manga» (65 000 F) et le «triangle» qui comptent chacune 5 pièces. La «CH6» (48 000F), charrue asine mais, pour un âne de bonne constitution. Enfin, dans la catégorie recommandée exclusivement pour la traction bovine, il ya la «CH9» et le «corps butteur» (17 000 F) pour le buttage. Je dois préciser que les prix sont abordables par rapport à la qualité du matériel.

La population adhère-t-elle à la politique agricole ?

La vulgarisation a fait sa part de travail et la mé-

canisation est assez intégrée dans les mœurs aratoires dans la Gnagna. Il ya donc une bonne évolution. Des cultures en souffrance reviennent avec un développement remarquable notamment grâce à une politique de subvention sur certains facteurs. Avec l'introduction de nouvelles techniques culturales, l'évolution est importante par exemple pour le riz et la production maraîchère.

PROPOS RECUEILLIS PAR
GUY-MICHEL BOLOUVI



Une des fiertés de la Gnagna, Onadia Emmanuel, ici avec un certificat attestant ses potentialités de producteur émérite.

Suite de la page 5

défiler des élèves de Bogan-dé avec la pancarte « GOUR-MA ». Ça veut dire quoi? Il aurait fallu que chaque province puisse présenter une délégation mais, cela n'est pas possible. Cela réclame d'autres moyens et si ces moyens ne peuvent pas être dégagés, autant faire la célébration au niveau du chef lieu. Parce que la grande contrainte, c'est le déplacement de la troupe. Mais, en attendant, on va continuer d'organiser et d'être critiqué, l'essentiel est que la jeune génération dise, on a vu un défilé du 11 décembre.

PROPOS RECUEILLIS PAR G-M.B.

Pourquoi avez-vous également exposé des charrues?
Ce sont des charrues disponibles à la direction provinciale pour les producteurs de la Gnagna. En plus de la campagne de vulgarisation sur les nouveaux outils aratoires, c'était pour nous une occasion d'insister sur la disponibilité de ce matériel de mécanisation. Certes, 2 familles sur 5 disposent



Savadogo Somaila



L'attraction phare de l'animation au niveau de l'exposition : la pêche au trésor en grimpant un tronc enduit de substance glissante.

Ils ont été décorés



Quand il fait soleil, on s'abrite comme on peut :

- Il y a ceux qui ont prévu un couvre-chef parce qu'ils n'avaient pas droit aux commodités officielles.
- Il y a ceux qui se savaient prévus mais ont tout de même pris des dispositions. Bien leur en pris.
- Ceux dont la tenue inclut d'office un couvre-chef.
- Ceux qui ont pu s'attraper un coin d'ombre.
- Ceux enfin dont le motif du voyage commandait un toit.



Il ya ceux qui sont venus travailler : campagne d'identification d'abonnés Telmob avec renfort d'un DJ



Liste des récipiendaires de la Région de l'Est à l'occasion du 11 décembre 2010

ORDRE NATIONAL

Officier de l'Ordre National

- 01- OUOBA Bendi Benoit
02- BAYALA Jean-Louis

Chevalier de l'Ordre National

Gouvernorat

- 03- BONEGO Saïdou
04- KANAZOE Saïdou
05- THIOMBIANO Foldia Jean-Paul
06- Monique Marie-Rose Juvet
07- THIOMBIANO Lamoussa dite Fatimata
08- LOUARI Jean-Claude
09- OUANDAOGO Adama

Province du Gourma

- 10- YAMEOGO B. Gustave
11- ZONGO Tanga Albert

Province de la Gnagna

- 12- COMBARY Miyemba
13- OUEDRAOGO Nonsyandé

Province de la Kompienga

- 14- TONI Joseph

Province de la Komondjari

- 15- YONI Mahamoudou

Province de la Tapoa

- 16- SANA Boureima
17- SECULA Pascal Georges

ORDRE DU MERITE BURKINABE

Grande Chancellerie

Commandeur de l'Ordre de Mérite Burkinabè

- 18- LANKOANDE Bilampoa

Officier de l'Ordre du Mérite Burkinabè

- 19- COULDIATI N. Alphonse
20- GUIRE Seïdou
21- LANKOANDE Mori
22- LANKOANDE Moussa Moïse
23- LOMPO Yemboado Robert
24- SALAMBERE Kibsa Souleymane
25- THIOMBIANO M. Albert
26- YARGA Diagnoagou Daouda
27- YONLI Codié Antoine

Chevalier de l'ordre de Mérite Burkinabè

- 28- BEBANE Jean-Paul
29- FOLDIA Tiannigou Pentinga
30- KOADIARI Kokoro
31- NAGANDA Lambert
32- LOMPO Diassibo Mamoudou

- 33- LOMPO / YONLY Kanhaoda
34- ZIDA Pousga
35- COULIBALY Amsatou
36- NALMAN Didier

Gouvernorat

- 37- DIABRI Boama Arzouma Aimée
38- TRAORE L. Issaka
39- LYDO Hama
40- SAWADOGO Rasmané
41- LANKAONDE Hamidou Yenhamma
42- HIEN Baboani
43- LOMPO Tiangniagou
44- BANDE Amadou
45- OUOBA Larbaba
46- NAKANABO Joachim

Province du Gourma

- 47- ILBOUDO Boukaré
48- LOMPO / THIOMBIANO Mamatou
49- SALEMBERE Amadou
50- TRAORE Damatou

Province de la Gnagna

- 51- OUEDRAOGO Salifou
52- BIKIENGA Salifou
53- OUANGO Ablassé
54- ZOURE Théwindé
55- SAWADOGO Guillaume

Province de la kompienga

- 56- BOUDA Ousmane
57- COMBARI Diaboado
58- DIABRI Abdou

Province de la Komondjari

- 59- COULIBALY Abdoulaye
60- OUOBA Toucouba

Province de la Tapoa

- 61- COMPAORE Yahaya
62- MANO Pinda Fidel
63- COMBARY Diamano
64- TIAMOGO Issaka
65- COULIDIATI Mambagri Harouna

DREBA

- 66- COULIBALY / Tamalgho Suzanne

ORDRE DU MERITE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

Chevalier de l'ordre du mérite du commerce et de l'industrie, Agrafe commerce

- 67- THIOMBIANO Midiédiba

Palmes Académiques

Chevalier de l'Ordre des Palmes Académiques

- 68- YONLI Diapandia
69- SALAMBERE Idrissa Apollinaire
70- BANGOU / TINDANO Assatou
71- AVAHOUIN Dieudonné Albert





Tableau d'honneur pour «Appo»

Il est entré presque par effraction dans l'enseignement, parce qu'il fallait sortir du chômage. Il s'y est pourtant vite trouvé à l'aise et, quatorze ans plus tard, à l'occasion du cinquantenaire de l'indépendance célébré à Bogandé pour la région de l'Est, il est fait chevalier de l'ordre des Palmes académiques. La moisson du travail bien fait.

Le 12 décembre 2010, Salembéré Idrissa Apollinaire, «Appo» pour les intimes, enseignant à l'école primaire publique Bansoundi B, a reçu du monde à domicile pour fêter sa médaille. Il a ainsi honoré la tradition. La veille, 11 décembre, il venait d'être élevé au rang de chevalier de l'ordre des palmes académiques. Soulagement! Lui seul sait comment il s'y est pris pour que sa médaille soit bien célébrée car, comme pour beaucoup d'autres heureux récipiendaires de décoration, le temps de préparation a été des plus brefs. Renseignement pris, c'est au mois de juillet dernier qu'il est invité par la DPEBA à constituer et introduire un dossier pour proposition à la décoration. Puis, plus rien.

Aucune information jusqu'à réception du décret le 6 décembre, soit à 5 jours de l'échéance, avec injonction de payer 3000F au niveau du Trésor pour contribution à l'achat de la médaille.

Pour ceux qui pensent qu'une décoration est devancée par un chèque ou que le récipiendaire empoche une enveloppe le jour où sa poitrine reçoit les honneurs, c'est raté. Dans le cas de «Appo», il a fallu passer par l'incertitude sur son admission à la décoration, faute d'un retour d'information après introduction de dossier à sa direction ; ensuite les frais de médaille, même modique et symbolique ; les frais pour le déplacement, hébergement et restauration à Bogandé. Pour finir en respectant la tradition,



le récipiendaire devait «arrosé» son honorabilité en donnant un gueuleton pour étrenner sa médaille. Certaines structures assistent financièrement, voire en logistique, leurs agents distingués. Hélas pour «Appo», de source bien informée, le secteur de l'éducation a encore raté une occasion de contrarier sa légendaire ingratitude et pingritude.

Pas de chèque donc, pas d'enveloppe. Mais la médaille au Faso n'est pas sèche comme celle de Meka du «Vieux nègre et la médaille» de Ferdinand Oyono : la décoration est suivie d'une incidence sur le salaire avec grimpé d'un échelon.

Ce n'est pas rien et comme dirait l'autre, ça vaut un sacrifice puisque inscrit dans la durée.

Né à Fada le 23 juillet 1970, «Appo» prend le chemin de l'école en 1977. Le papa étant fonctionnaire, il est ballotté d'une école à l'autre en fonction des affectations administratives. D'abord l'école primaire publique de

Kindi dans le Boulikie, pour les classes du CP1 au CE1. Puis à Arbolé vers Yako dans le Passoré, pour les classes du CE2 au CM2 avec, à la clé, le succès au CEPE et l'entrée en 6ème. Nouveau mouvement, à la rentrée 1983 il est orienté, sans bourse, au lycée Diaba Lompo de Fada N'Gourma, pendant que son papa, administrateur, était affecté à Dori. En fin de cycle en 1992, les muses l'abandonnent et le baccalauréat lui échappe par deux fois. Sans pour autant émousser sa volonté car, en 1994 il passe par le SNP (service national populaire) devenu SND (service national de développement), option enseignement. Instituteur adjoint, il accède à la Fonction publique en 1996 avec Namounougou comme premier poste, puis Natiaboani et l'école Sarbangou B à Fada ville. Il est ensuite envoyé pour 3 ans à Komangou, à quelques 15 Km de Fada pour sa première expérience de directeur d'école. En 2005, retour à Fada où il est depuis à l'école Bansoundi B. Il avoue être entré dans l'enseignement «non pas par

Suite page 19

Liste des Récipiendaires de la Médaille d'Honneur des Collectivités Territoriales de la Région de l'Est à l'occasion du 11 décembre 2010

- 01- DABILGOU T. Vincent : ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme
- 02- KOCTY Moumouni : maire de Fada
- 03- OUEDRAOGO Yacouba : personne ressource/Gayéri
- 04- NASSA Suleymane : coordonnateur (PNGT II)
- 05- COMBARY H. Clément : conseiller régional (CHR)
- 06- THIOMBIANO Yemboani Amadou : agent de bureau préfecture/Fada
- 07- COMPAORE Idrissa : assistant de police
- 08- OUOBA Yombo : conseiller municipal/Gayéri
- 09- DIAPA Kayaba Halidou : résident à Kompienga
- 10- LOMPO Haoua Louise : Diapaga

Transports interurbains **TSR perturbe l'ordre établi sur la ligne Fada-Ouaga**

Le 15 septembre 2010, TSR qui inaugure son parc à Fada, annonce sur les ondes radios qu'il lance un «tarif promotionnel rentrée scolaire» du 20 septembre au 5 octobre. Le lendemain 16 septembre, sans coup de gong, en catimini, STMB applique ce nouveau tarif dès son départ de 6h 30mn. A la mi-journée, Rakiéta lui emboîte le pas. Depuis, la clientèle est aux anges. Chez tous les transporteurs, le tarif Fada-Ouaga a été dégraissé de 1 000 F, soit 3 000 F pour un aller simple et 5 000 F pour l'aller-retour au lieu des 4 000 F et 7 000 F pratiqués depuis des années lorsque ne régnaient que STMB et Rakiéta.

La concurrence a du bon !

Depuis septembre, le coût du ticket de car pour le trajet Fada-Ouaga a connu un amaigrissement qui défie tous les calculs de rentabilité. Il ne faut pas le dire bien haut, les usagers doivent ce dégrossissement du prix du billet de 1 000 F, à la compagnie TSR qui a fait son entrée sur le parcours en septembre dernier. Un coup de marketing est à l'origine de cette aubaine pour la bourse des usagers. Quand TSR arrive en effet, le terrain du transport en car, Fada-Ouaga, est loin d'être vierge. STMB et Rakiéta sont bien implantés. Même si les usagers ne s'en réjouissent pas, ils n'ont pas meilleur choix. C'est STMB ou Rakiéta et c'est même prix, mêmes horaires. Mais le nouveau veut entrer et surtout bien entrer. Il faut donc s'ouvrir une entrée. Son avantage à ce stade, est son parc de cars flambants neufs, pas encore enlaidi des blessures du temps et de la routine. Un car neuf, c'est tentant. Mais est-ce

suffisant ? A la direction de TSR on a répondu par la négative. Pour se faire une entrée qui raflera des clients chez les devanciers STMB et Rakiéta, il faut une trouvaille qui capte fortement l'attention, attire, séduit et détourne. En cette période de vaches maigres, le truc qui vous garantit le détournement de passagers en votre faveur peut certainement passer par une offre avantageuse pour l'utilisateur. Alors TSR frappe fort. Il faut défalquer et couper fort, jusqu'à 1 000 F sur le tarif pratiqué par les concurrents. C'est dit, ce sera fait ; quitte à s'aligner une fois les poissons dans la nasse. Mais, est pris tel qui croyait prendre. S'engage un jeu de croque en jambe dont rira mieux les usagers. Pour son lancement donc, TSR balance sa trouvaille sur les ondes. Un tarif promotionnel de 3 000 F et 5 000 F au lieu de 4 000 F et 7 000 F comme habituellement pratiqué par STMB et Rakiéta depuis près de 4 ans pour

l'aller simple et l'aller-retour. Soit 16 jours de promo avant de revenir s'aligner sur les autres. Le temps escompté suffisant pour s'ouvrir une porte d'entrée. Mais, il n'y a pas que les usagers qui écoutent la radio. L'annonce vrille également les oreilles du responsable local de STMB, pour ne mentionner que celui-là. Il saute sur son téléphone et bigophone son patron à Ouaga pour lui dire qu'il y a péril en la demeure. Déjà qu'avec la vétusté de son parc, STMB ne fait plus régulièrement le plein, qu'advient-il si un brouillard s'installait sur la voie ? Pas question de se laisser embrumer par le nouvel arrivant. Il faut réagir vite, immédiatement.

Dès le lendemain 16 septembre donc, avant la date du 20 annoncée par TSR, les usagers de STMB sont agréablement surpris de ne payer que 3 000 et 5 000 F. De bouches à oreilles, la nouvelle parvient au voisin Rakiéta qui s'ajuste également dès son départ de 13h. Cependant, malgré l'application de l'ancien tarif avant la date de sa promo, TSR continue de faire le plein car, confiant des clients, «nous sommes fatigués, surtout de STMB». Fatigués de quoi ? Ce mois de septembre semble béni pour les usagers. A peine ils ont salué l'entrée en lice de TSR, qu'arrive un autre, STAF qui, le jour de son baptême, un vendredi, offre gratuitement le tra-

jet à ses clients. Mais STAF séduit passablement car sa gare à Ouaga, au quartier Larlé, est bien distante du centre ville et particulièrement du marché central. Ce paramètre du terminus des cars est plus favorable à STMB, encore plus à Rakiéta et davantage à TSR. Qualité des cars, de l'accueil et la situation du terminus à Ouaga sont des paramètres qui vont désormais dicter le choix des usagers car la tarification à 3 000 et 5 000 F a fini par s'imposer. TSR est bel et bien revenu à l'ancienne tarification après sa promo mais, pour faire cavalier seul. A la STMB, une source digne de foi indique qu'il leur était mortel de revenir à l'ancien tarif. Avec ses épaves, STMB ne tiendrait pas la concurrence. Aux dernières nouvelles, STMB est également partie sur le marché des cars. On peut compter sur une réplique au niveau de Rakiéta car, avec la concurrence, il y aura désormais des minima de qualité qu'il faudra respecter ou disparaître. En attendant, malgré une concertation fin octobre du syndicat national des transporteurs routiers de voyageurs du Burkina avec les patrons d'en haut à Ouaga, les tarifs de 3 000 et 5 000 F ont tenu la route et, depuis le 28 octobre, TSR s'est aligné à son tour. Le billet Fada-Ouaga se maintient donc, pour quelque temps encore, à ce tarif promotionnel qui joue les prolongations. Le nouveau venu TSR qui a perturbé l'ordre établi sur



la ligne Fada-Ouaga nourrit d'autres ambitions avec la livraison annoncée de 16 nouveaux cars. Il lorgne les lignes de Diapaga, Kompenga, Cinkansé, Koudougou et Niamey. Autant dire que TSR va piétiner d'autres platebandes. Le bal de la concurrence va se danser sur d'autres lignes.

PHILIBERT YENTANGOU



Transport urbain

Les Taximotos, un phénomène à discipliner



Apparu timidement comme une offrande de la célébration du 11 décembre 2008 à Fada, les taximotos ont éclaboussé les taximètres et envahi, en un rien de temps, la circulation routière qu'ils ont enfoncé encore d'un cran dans l'insécurité. Les taximotos sont dans la place. La question de leur utilité ne se pose plus puisqu'ils prospèrent. Restent donc à les discipliner pour prévenir et enrayer les nuisances.

Comme sortis du néant, les taximotos ont fondu sur la ville de Fada et, nul ne saurait leur prédire un crépuscule tant ils ont été vite adoptés et sont rentables pour leurs propriétaires. Les taximètres, dont la principale tare est d'être des épaves ambulantes, font davantage peine à voir. L'état des routes d'une part et l'entretien d'autre part avaient déjà avalisé leur agonie avant que ne surgisse la concurrence des deux roues. Dans cette région Est du pays, le phénomène n'est pourtant pas tout nouveau. Sans remonter à la pratique, bien dans les mœurs, dans les pays voisins comme le Bénin et le Togo avec leurs Zémidjan, le Niger et le Nord Nigeria avec les Kabokabo, ceux qui ont joué aux orpailleurs dans la région de Pama ont pu apprécier leur utilité quand il fallait descendre d'un minicar sur le goudron et joindre un site d'orpillage à une quinzaine voire une vingtaine de kilomètres dans la brousse. Les taximotos rendent un fier service sur les sites d'orpillage. De même, ceux qui ont pris l'habitude de dribbler les contrôles policiers et douaniers entre Cinkanduré (Cinkansé Burkina) et Cinkansé (Cinkansé Togo) ne peuvent nier leur efficacité. Depuis fin 2008 donc, ils ont mis le grappin sur la ville de Fada.

Qu'en pense le syndicat des transporteurs ?

Ce remue-ménage d'ajustement pour se maintenir sur le marché du transport de voyageurs est tout bénéf pour ces derniers. Qu'en pensent cependant ceux qui sont en charge du secteur ? Le secrétaire général du bureau local du syndicat national des transporteurs routiers de voyageurs du Burkina, Mamoudou Sanogo se prête au débat.

«Ce tarif du transport, revu à la baisse est bien, mais il n'est pas très bien, parce qu'il y a la TVA qui est appliquée sur chaque ticket de voyageur. Cela fait, sur chaque ticket de 3 000 F, une TVA de 540 F. Avec les autres charges qui incombent aux transporteurs, je les vois mal tenir longtemps. Nous combattons cette application de la TVA depuis 2006. Dans tout l'espace Uemoa, le Burkina est le seul pays à le pratiquer. Nous avons rencontré le ministre des Finances à l'époque. Il nous avait démontré pourquoi il ne pouvait s'en passer. Nous lui avons démontré, en retour, que cette TVA pouvait être supprimée. Principalement, parce que les transporteurs ont déjà un manque à gagner sur la tarification. Le tarif officiel au Burkina étant de 30 F au Km, le prix par exemple du ticket Fada-Ouaga, devrait être de 220 Km multipliés par 30 F qui donnent la somme de 6 600 F. Nous avons dit au ministre, que s'il n'est pas prêt pour la suppression de la TVA, nous allions appliquer le tarif officiel et chacun y trouverait son compte. Il s'était écrié que cela allait créer des troubles. Nous nous étions quittés sans entente. Une semaine après cette entrevue, les organisations des transporteurs du Burkina se réunissaient à Ouaga pour demander à tous les transporteurs de signer un document d'engagement à pratiquer le tarif officiel. Beaucoup avaient signé mais, un bon nombre également s'étaient abstenus parce que tenus par des liens inviolables avec des membres du gouvernement ou de la chambre du Commerce ou encore des opérateurs économiques qui allaient perdre des marchés s'ils n'usaient pas de leur influence pour empêcher la démarche pour l'application du tarif officiel. Donc, peu de chagrin. Depuis, chacun fixe son tarif comme bon lui semble. Et ils pleurent maintenant sur le prix du péage. La ligne Fada-Ouaga a été divisée en 3 tronçons (Fada-Koupela/Koupela-Mogtado/Mogtado-Ouaga) à raison de 2 000 F le tronçon pour les cars de 70 places. Ce qui fait que les cars paient 6 000 F à chaque passage. Pour un car qui fait 3 fois le trajet par jour cela fait en comptant 12 000 F pour un aller-retour, la somme de 36 000 F de péage par jour. Le cumul de ces frais de péage sur une année coûte plus cher que les frais d'assurance.» P. YENTANGOU



Mamoudou Sanogo

Une source bien informée indique que le promoteur des taximotos à Fada s'est essayé avec 2 motos, puis 3 et même 5 motos sans que personne ne s'en émeuve. Des taximotos au rendement d'un minimum de 4000 F/jour allant jusqu'à 15000F les dimanches, jour du marché hebdomadaire. Le secret a dû voyager car, très vite, beaucoup d'autres ont misé sur les taximotos et la ville compte aujourd'hui plus d'une soixantaine de ces virtuoses du guidon à blouse jaune qui se lèvent avec le soleil et ne remettent leur engin qu'à la fermeture des maquis. Les propriétaires de taximotos, transporteurs urbains d'un nouveau genre, sont en plein dans la cogitation pour organiser et structurer leur secteur. Ils ont constitué un bureau et déjà introduit une demande de reconnaissance à qui de droit et attendent leur récépissé. Les démarches pour protéger le gagne pain est donc bel et bien engagé. Pour sûr, la municipalité a pris les dispositions de rigueur pour prélever sa dime. Qu'en est-il maintenant des avantages et dommages collatéraux ? Notamment la sécurité des clients et celle des autres usagers des routes et semblant de routes de la ville.

Parce que l'apparition des taximotos est venue renforcer l'insécurité de tous les usagers avec un pic hautement périlleux les dimanches quand toutes les motos des villages environnant fondent sur la ville et s'inscrivent dans la compétition des casse-cous. Au bureau du syndicat des transporteurs, on dit avoir prodigué des recommandations. Tout d'abord et impérativement celle de prendre attache avec les responsables des autos écoles afin d'inscrire les conducteurs de taximotos aux cours de code de la route. Ensuite, que chaque taximoto dispose de 2 casques, un pour le conducteur et un pour le passager. Evidemment, c'est bien souvent que l'on voit ces bolides à 2 roues braver le macadam avec deux passagers, si ce n'est plus et avec bagages. Faudrait-il aussi leur imposer une limitation du nombre de passager et poids de charge ? Planifier les services de nuit?



Les taximotos sont apparus de manière intempestive, ce n'est pas une raison pour que les risques sur les routes de la cité submergent aussi intempestivement sa quiétude.

P. YENTANGOU



Quid de la gare routière ?



L'entame de la saison des pluies a attiré l'attention de nombreux observateurs sur la nouvelle gare routière de Fada. Son hangar principal s'était affaissé comme un château de sable dès le premier grand vent d'avant orage. Cela a fait désordre et certainement retardé l'hospitalité du lieu pour les transporteurs. Aujourd'hui, des hangars plus modestes ont été conçus pour abriter les cars et le compte à rebours est enclenché pour la mise en service de la gare attendue pour aérer la ville de ses multiples gares encombrantes. Avec la nouvelle gare, il ne sera plus question, pour aucun transporteur, de squatter un quelconque autre espace de la cité pour prendre des passagers. Enfin, si les mesures de censures suivent, car les règles ne valent que par leur application. La gare étant située à la sortie Est de la ville, le syndicat des transporteurs est en négociation avec les autorités communales pour l'aménagement d'une aire de stationnement côté Ouest, route de Ouaga, pour faciliter l'embarquement et le débarquement des passagers résidant dans les environs. Ces passagers, comme tous les autres, viendraient à la gare prendre leur ticket et enregistrer leurs bagages et n'attendraient le car à l'aire de stationnement que pour embarquer. Cet éloignement de la gare, des quartiers Ouest de la ville devrait redonner un souffle aux taximètres pour l'acheminement des bagages. Une belle perspective pour le désencombrement de la ville, mais il faudra encore un peu de patience. Pas mal de retouches, y compris administratives, sont encore en chantier avant l'inauguration de la gare. Mais encore, la gare est certes d'une belle architecture mais, comme pour le marché à bétail voisin, on a oublié le revêtement du sol. Du bitume ou à défaut un dallage aurait donné de la consistance, ajouté à la salubrité et sécurité d'un terrain appelé à accueillir des foules et des véhicules à fort tonnage. Dès les premières pluies, la belle gare se transformera en borbier et en temps sec, il faudra un cache nez pour y respirer. Non, le chantier demande à être revisité et mieux aménagé pour avoir de la classe.



Suite des épreuves de la page 2

SCIENCES

- Un enfant tombe d'un arbre. Quels accidents peut-il avoir
- au niveau des os ?
- au niveau des articulations ?
- Que faut-il faire dans chaque cas ?
- Du sang rouge vif coule par jets saccadés d'un endroit blessé de votre corps.
- Quel vaisseau est coupé ?
- Quelles précautions faut-il prendre ?
- Je mange de la pâte de mil ou de maïs. Quel est son cheminement ?
- En 1996, il ya eu une épidémie de méningite dans notre pays. Chez Koma, tout le monde a été atteint par la maladie sauf Yentema. Donne deux raisons qui peuvent expliquer pourquoi Yentema n'a pas eu la maladie.
- Dans votre village ou dans votre quartier, les habitants se servent de l'eau du marigot pour toutes leurs boissons.
a) Quels dangers courent-ils ?
b) Quels conseils pouvez-vous leur donner ?
- Indiquez trois raisons qui font que l'on déconseille les feux de brousse.
- Faites le croquis annoté de l'appareil respiratoire.

PRENEZ LE TEMPS DE RIRE, C'EST LA MUSIQUE DE L'ÂME

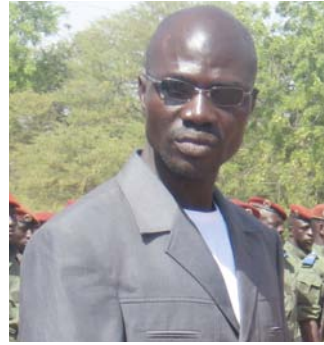
Un jeune français, dans une pirogue avec un vieux gourou lui demande : «Connais-tu la géologie ?»
«Non», répond le vieux. «Connais-tu la géographie ?»...
«Non», répond encore le vieux. «Et la psychologie, alors ?»
«Non», dit le vieux. «As-tu, au moins, étudié la sociologie ?»
«Non !», répond, un peu confus, le vieux gourou. «Mais finalement tu connais quoi même ?», ironise le jeune blanc, qui se moque du vieux, le traitant d'inculte et d'ignorant.
A force de rire de la déconvenue du vieux, il fait tanguer la pirogue, qui se renverse. Or, il ne sait pas nager. Il crie à l'aide. Alors, le vieux réplique : «Tu connais nagéographie ? Tu vas te noyéologie et puis mourilogie. Toi même, tu connais pas respecter ta papalogie, quoi ? Faut bien boire l'eau, d'abord ! Regardez-moi ça ! »

POÈME

Prenez le temps de penser,
C'est la source du pouvoir.
Prenez le temps de jouer,
C'est le secret de l'éternelle jeunesse.
Prenez le temps de lire,
C'est la source du savoir.
Prenez le temps d'aimer et d'être aimé,
C'est la grâce de Dieu.
Prenez le temps de faire des amis,
C'est la voix du bonheur.
Prenez le temps de rire,
C'est la musique de l'âme.
Prenez le temps de donner,
La vie est trop courte pour être égoïste.
Prenez le temps de travailler,
C'est le prix du succès.
Prenez le temps de prier,
C'est notre plus grande force sur terre.

Un fou a l'habitude de gifler tous ceux qu'il croise. Un jour, il gifle un gars qui réplique immédiatement et beaucoup plus fort. Surpris par la rapidité et la violence de la gifle du type, le fou demande : «Ta folie a commencé depuis quand ?»
«Depuis tout de suite», dit le gars. Le fou reprend alors : «Vraiment, collègue, si ta folie-là dure, tu risques de tuer les gens !».

Suite de la page 15



vocation, mais parce qu'il me fallait du travail, faire quelque chose après 2 ans de chômage». La vocation lui vient cependant avec la pratique et, clame-t-il «actuellement, je me sens très bien à l'aise car enseigner un enfant, c'est rendre service à un monde inquantifiable». Rares sont aujourd'hui les enseignants qui se disent satisfaits. La ritournelle est que l'enseignement est une profession ingrate, la rémunération ne suit pas l'effort investi. "Appo" consent : «c'est vrai, la rémunération n'est pas ça» mais conteste-t-il, «pour moi, l'objectif, c'est l'homme instruit qu'on fera de l'enfant». Suprême consolation, «l'enfant reste reconnaissant et c'est ça qui me ravit». Aujourd'hui, ils sont encore plus rares, ceux qui vont à l'enseignement par vocation et, le cas de «Appo» fait école parce que la preuve que l'amour de ce qu'on fait peut arriver avec le temps. D'aucun diront que la rémunération n'est pas non plus assez incitative. Ils n'ont pas tout à fait tort, tout comme ont raison ceux qui soutiennent que l'administration ne pousse pas fort avec sa stérilité en matière d'initiatives motivantes. Les mérites souvent ne sont pas récompensés sauf quelques cas rares. La distinction de «Appo» entrerait dans le cadre de l'exception qui confirme la règle. Ainsi que le dit un de ses collègues, «s'il a été

décoré cette année, c'est tout simplement parce qu'il a fait un bon pourcentage, 98% au CEPE». Et de poursuivre : «Y a des gens qui font du 90% et doivent être aussi récompensés, au moins au niveau provincial à défaut du niveau régional ou national». Par exemple, soutient un autre : «l'année passée, c'est au niveau régional qu'on a reconnu les excellents. Au niveau provincial et même de la circonscription, les enseignants et les élèves excellents ont été ignorés et c'est déplorable». Comment pleurer alors sur la baisse du niveau qui est maintenant imputable aux deux niveaux ? Il y a ce manque de reconnaissance stimulante de l'excellence, mais encore dit-on, chez les enfants, «la focalisation malsaine sur la télévision plutôt que sur les études» et au niveau des enseignants, note un formateur «auparavant la formation durait 2 ans. Maintenant c'est un an, alors que de surcroît les candidats à l'enseignement débarquent fraîchement du Bepc et avec souvent un niveau au rabais». Presque révolté, il dénonce : «on rencontre souvent des stagiaires qui se font corriger au tableau par les élèves. Il va de soit que le niveau régresse». Il est heureux dans ce contexte de déliquescence presque programmée que, de temps à autre, l'excellence au niveau de l'enseignement mérite distinction. Et pourquoi pas avec contamination saine du secteur privé ? Combien par exemple d'enseignants du privé, en particulier des écoles catholiques, sont lésés depuis des temps ? Un établissement comme le petit séminaire de Bougui, abonné au 100% au BEPC, fournirait au moins un médaillé par an.

JAPHET BENYIDOPA

Le baobab est-il sacré ?

Il est le baobab le plus célèbre de Fada, voire du Burkina mais, contrairement aux allégations de radio trottoir, il n'est pas sacré quand bien même il serait en très bonne place dans le cercle des mystères qui consolident la grandeur des fondateurs d'empire, des royaumes et des couronnes. De ceux qui ont vécu les faits, difficile d'obtenir aujourd'hui un témoignage. Mais, s'il a signé son passage dans le Gourma dont il est l'illustre fondateur, Diaba Lompo l'a paraphé d'un sceau séculaire confié à la nature parce que gravé sur le tronc d'un arbre, un baobab trônant à "bardiogou" la cité royale. Les témoins étant d'un autre monde aujourd'hui, y adhère qui veut. L'histoire est cependant têtue et la position de l'arbre à un jet de pierre de l'ancien palais royal à «Bardiogou» la résidence du Roi, à l'actuel secteur 9, ajoute à la plausibilité. Si on y ajoute la redoutable maîtrise des sciences occultes de Diaba Lompo, l'ancêtre des Gourmantchés... Bref, raconte-t-on, un jour où les débats étaient houleux à la cour, comme il n'en manque pas dans les cercles de pouvoirs, Diaba Lompo, pour démontrer sa puissance d'homme exceptionnel, enfourcha son cheval et escalada le baobab jusqu'à la cime avec sa monture et y disparu. Des siècles sont passés et les traces des sabots du cheval sont encore visibles sur le tronc du baobab. Bien sûr, avec le temps, l'arbre grossit et les traces sont de moins en moins apparentes. Les traces sur le tronc du baobab se fondent chaque jour davantage dans l'écorce de l'arbre. Elles demeurent cependant encore assez visibles et sont, incontestablement, des marques de sabots. Le périmètre autour du baobab a été interdit de toute habitation afin de le réserver à un aménagement de sauvegarde de l'arbre en tant que patrimoine historique. Il urge cependant de restaurer les marques avant qu'elles ne fondent entièrement dans l'écorce.



Kilimité Théodore Hien, Gouverneur région de l'Est

Entre coupeurs et enclavement

Depuis quand avez-vous instauré la restriction de la circulation sur les grands axes : Fada-Kantchari vers le Niger, Fada-Pama vers le Bénin, Fada-Dori vers le Mali, Fada-Cinkanssé vers le Togo et le Ghana ?

Depuis au moins trois ans, nous avons pensé que, compte tenu des problèmes d'effectifs chez les agents de sécurité qui nous empêchent d'être en permanence sur toute la longueur des axes, il nous fallait limiter le trafic pour réduire au moins les attaques ciblées. Parce que ce sont des véhicules de transport repérés à leur départ de Ouagadougou qui sont le plus souvent visés. Bien sûr, il y a les déplacements de routine des transporteurs au niveau régional mais, les cas les plus spectaculaires sont les attaques qui visent les transporteurs transfrontaliers. Il nous fallait prendre une mesure radicale de sécurité pour un peu pallier le problème de manque d'effectif.

Mobiliser des agents de police et de gendarmerie en permanence sur tous les axes a un coût. A combien s'élève cette dépense particulière qui vous est imposée pour la sécurité routière dans cette région Est du Burkina ?

Il est difficile d'extraire ce coût du fonctionnement global du dispositif sécuritaire qui implique également les patrouilles ordinaires. C'est difficile à supporter et à un moment donné, nous avons même bénéficié du soutien du syndicat des transporteurs qui ont compris les efforts que nous faisons et qui ont décidé de participer en contribuant en carburant pour permettre aux policiers et gendarmes de pouvoir exécuter cette tâche avec beaucoup plus d'aisance. Cela dit, malgré ce

dispositif, nous enregistrons des attaques.

Mais de l'avis de beaucoup d'usagers, il semble que les attaques sont maintenant moins fréquentes sur les grands axes.

Les attaques sont devenues rares, il est vrai, mais nous estimons que le niveau de sécurité reste insuffisant. Notre région est presque aussi vaste que le Togo avec la particularité d'avoir des habitations très éparpillées. C'est donc un terrain propice au grand banditisme. De surcroît, la végétation assez abondante aidant, il est difficile de contrer ce phénomène. Le terrain de prédilection est là, et les bandits évoluent avec beaucoup d'aisance. Voilà pourquoi nous pensons que sans ce niveau de sécurité maximale, il est difficile de libérer les gens pour qu'ils s'adonnent entièrement à la production. Parce que produire, c'est pouvoir aussi évacuer, commercialiser et le problème est là. Vous devez parcourir de longues distances avec votre production et cela veut dire que vous êtes en danger en permanence.

Il se dit que vous avez élevé le niveau de sécurité avec des mesures pas toujours acceptées de tous.

Nous avons effectivement pris des mesures très sévères qui font que nous ne sommes pas toujours en phase avec certains acteurs de notre société mais, nous pensons qu'entre deux maux, il faut choisir le moindre. Nous avons choisi de ne pas être en phase avec tout le monde mais, de procurer plus de sécurité aux populations. Voilà pourquoi, malgré ce que cela suscite comme critiques et appréhensions, nous avons élevé le niveau de sécurisation. On dit par ex-

emple qu'il y a trop de victimes lors des différentes sorties des forces de sécurité mais, moi, je me réjouis de constater tout simplement que ces victimes sont le plus souvent des malfrats. C'est pour cela que je ne me fais pas de mauvais sang. Je me dis que les forces de sécurité font leur travail. On ne peut pas permettre à des individus qui ne veulent pas travailler et ont choisi de vivre facilement, d'empêcher les populations d'entreprendre des actions de développement. Donc, malgré les critiques que nous essuyons, nous avons pensé que c'est plutôt une bonne chose. Et nous pensons que ce sont souvent des critiques de principe, parce que ceux-là mêmes qui critiquent en public, nous disent en privé que c'est bien.

Parlant de mesures sévères, il n'y a eu aucune version officielle sur le traitement du braquage de Kikideni le 26 août 2010 qui a coûté la vie à un policier. Où en est ce dossier ?

Pour ce qui s'est passé à Kikideni, d'abord il faut déplorer l'absence de collaboration totale de la part des passagers. Ces derniers ont été visités depuis Ouagadougou, au moment même des préparatifs de leur départ. Ils ont aperçu les malfrats à la gare de départ mais, comme ceux-ci n'ont pas embarqué dans le véhicule avec eux, ils n'ont rien dit. Alors qu'il suffisait tout simplement de saisir un poste de police ou de gendarmerie avant ou même après le départ. Cela nous aurait

permis de mettre en place un dispositif de sécurité et d'éviter ce qui est arrivé. Ils ne l'ont pas fait et les malfrats qui étaient autour du véhicule, y montaient, en descendaient et communiquaient, ont eu le temps d'informer leur réseau et de mettre en place leur traquenard. Dans la mise en place de ce système ils se sont servis de minibus de passage, qui n'étaient pas leur cible principale, mais qui ont été utilisés pour barrer la route au car repéré depuis Ouagadougou et qu'ils attendaient. Ainsi, le butin en sommes d'argent et téléphones portables qu'ils se sont constitué, a été pris sur les passagers des minibus. Ils n'ont pas eu le temps de toucher au car lui-même. Maintenant, au lieu de se préoccuper de ce qu'on a failli vivre comme drame, les gens s'intéressent au «comment vous avez fait pour récupérer l'argent, les portables et les motos des bandits, et puis vous nous dites qu'ils sont toujours en fuite ?» A ce niveau, je dis qu'il n'y a pas de mystère. Pour moi, ils sont en fuite et voilà tout ! Disons qu'ils se sont réunis pour partager leur butin, qu'ils ont été surpris et qu'ils ont pris la fuite abandonnant leur butin et leurs engins. Le reste, je ne m'en préoccupe même pas. Pour moi, il n'y a pas de problème, pourvu que les gens aient la tranquillité. Notre raison d'être, c'est cela ; contribuer au développement de la région en créant les conditions sécuritaires possibles.

Est-ce une manière discrète de dire qu'ils ont été mis hors d'état de nuire ?

Oui, bon, ils ont été mis hors



d'état de nuire... (Rires). En tout cas, ils ne sont plus nuisibles. Maintenant, on ne peut pas dire que c'est fini, qu'on n'aura plus à faire à des braquages. C'est un problème qui est toujours d'actualité et nous continuons de rechercher les voies et moyens pour que la sécurité soit totale. Même si par ailleurs nous reconnaissons que la sécurité totale, le risque zéro n'existe pas. Mais, tant que faire se peut, nous devons créer les conditions maximales de sécurité pour les populations.

Entre le policier et le juge, le ménage est souvent difficile, l'un arrête et l'autre a le pouvoir de relaxer. Quelle est l'état des relations entre l'exécutif que vous représentez et le judiciaire dans le traitement de ce cas sécuritaire ?

C'est un volet que je n'aime pas aborder. J'aborde ce point lorsque les acteurs judiciaires sont face à moi. Je ne veux pas donner l'impression de faire de la délation et je me suis imposé comme principe de ne pas interférer dans les affaires judiciaires. Et je crois que je suis, à ce niveau-là, en phase avec notre loi fondamentale. Donc, moi, je m'arrête au premier niveau, celui de prendre des mesures pour faire cesser la commission des crimes ou l'infraction, mettre fin au péril du moment. Une fois cette phase terminée et la procédure engagée et transférée au niveau de la justice, je deviens spectateur. Cela dit, rien ne m'empêche en tant que spectateur d'être un citoyen et d'observer aussi la manière dont les choses se font. Je sais lire la loi qui dit que le juge n'a pas à expliquer pourquoi il a pris telle ou telle décision. Je ne me pose donc pas de question. Mais, quand l'occasion nous est donnée, je crois qu'il est aussi de mon devoir de faire savoir ce que ressentent mes

administrés. Parce qu'il faut qu'il y ait la confiance, que les justiciables aient confiance en la justice. C'est ça qui est le lit de la paix sociale. Parce que, si la population n'a pas confiance en la justice, elle va régler elle-même ses comptes et nous avons vu sur le terrain des cas pratiques avec mort d'homme lorsque des gens choisissent d'en découdre physiquement, de se faire justice, tout simplement parce qu'ils estiment que ce n'est pas utile de s'en remettre à qui que ce soit. C'est ce que nous voulons éviter et voilà pourquoi, de temps en temps, lorsque nous avons l'occasion, nous faisons savoir ce que ressentent les populations.

La corrélation entre le problème de sécurité et l'enclavement dû au mauvais état du réseau routier, quand ce n'est pas l'absence tout court de route, est très grande. A combien s'élèverait le désenclavement total de la région pour un plus sécuritaire ?

Je n'ai pas fait cette évaluation pour la bonne raison qu'au niveau du gouvernement, il y a un ministère en charge des infrastructures et du désenclavement. Bien sûr, il y a au niveau régional une direction pour cette mission mais, en termes d'exécution, elle n'est pas outillée pour, de façon pratique, initier des réfections ou constructions de routes. Ce problème est traité au niveau central. C'est le ministère qui fait les programmations et procède à la réfection ou construction des routes voire même l'entretien. Cependant, nous recevons parfois la possibilité de programmer le traitement d'axes particuliers. L'année dernière par exemple, nous avons eu un certain nombre de kilomètres et, face aux besoins qui s'expriment un peu partout, nous avons réparti des kms par prov-

ince. Mais, c'est nettement en deçà de ce que nous aurions souhaité. Nous aurions souhaité avoir la possibilité de mettre l'accent sur un axe donné et de le traiter correctement. Au moins les axes qui relient les principales villes, notamment les chefs lieux de province. Ce n'est pas le cas et c'est aussi en corrélation avec les moyens dont dispose notre pays. Nous ne pouvons pas raisonner comme un pays qui a tous les moyens, qui peut faire ce qu'il veut et qui ne le fait pas. Je sais qu'au niveau du gouvernement, il est fait beaucoup d'efforts. Regardez les principales voies routières de notre pays. Beaucoup de pays de la sous région ne sont pas à ce niveau d'efforts. Quand vous prenez les efforts financiers qui ont été consentis durant ces dix dernières années sur les axes, c'est assez consistant. Mais, il y a eu la crise ivoirienne. Elle a déversé sur notre territoire un flux de trafic routier qui n'était pas prévu dans la conception des routes et donc sur leur durée de vie. Quand vous prenez l'axe Ouagadougou-Fada, on a dû reprendre jusqu'à Koupela. Mais de Koupela à Fada, le goudron est mort. De Fada à Pama, le goudron est mort. C'est dû à l'excès d'exploitation, à la surcharge, à la très forte sollicitation de ces axes par les gros porteurs qui n'ont pas d'autres passages que de traverser notre territoire. Le transport des hydrocarbures par exemple, pour aller au Mali, ça traverse notre pays et ce n'est pas sans conséquences pour notre réseau routier. Les gens n'y font pas attention mais, c'est très couteux et à partir du moment où le gouvernement est obligé de faire face à cela en priorité, il va de soi que nous ressentions le manque au niveau des axes secondaires, comme ceux qui relient les chefs lieux de province.

L'organisation tournante de la célébration du 11 décembre peut-elle constituer une opportunité d'intervention sur ce problème d'infrastructure ?

Je serai affirmatif puisqu'avec l'exemple de Fada qui a accueilli la manifestation au plan national en 2008, la ville a bénéficié d'un certain nombre d'infrastructures : construction de nouvelles voies routières, infrastructures socio-économiques, etc. De ce point de vue, le débat n'est même pas à poser, c'est une excellente chose qui permet aux différents chefs lieux de région qui accueillent l'événement, d'avoir un petit plus, en quelque sorte un tremplin pour bondir. Quand on fait le point, Fada n'est plus ce qu'il était auparavant. Beaucoup de choses ont changé et de ce point de vue, je serai donc affirmatif. Maintenant, au niveau local, par exemple après Fada, nous sommes allés célébrer le 11 décembre à Pama puis à Bogandé et prochainement Gayeri. Ces déplacements au niveau régional ne permettent pas d'apporter quelque chose de supplémentaire au plan des infrastructures. Tout au plus, cela nous permet de créer de l'animation, notamment au plan des micro marchés, au niveau des différentes localités. Rien en termes d'infrastructures routières.

A ce propos, les restaurateurs de Bogandé ont effectivement été parmi les grands bénéficiaires de ce 11 décembre 2010. En revanche, pour Fada en 2008, les critiques n'ont pas manqué.

Lorsque nous avons accueilli la manifestation nationale à Fada en 2008, les acteurs de la restauration étaient également essentiellement locaux. Malgré ce que les gens ont

Suite page 25

Oualy Yempabou Faustin

Délégué régional du Médiateur du Faso de l'Est, Fada N'Gourma.

Fruit de la bonne gouvernance ou bouclier contre les nuisances administratives ? L'un n'exclut pas l'autre, et voilà engendré le médiateur du Faso. La preuve que le citoyen est sous menaces. Il est vrai que dans ses relations, surtout avec le monde paysan analphabète, l'agent de l'administration payé pour servir s'est évertué à inspirer plus de

peur que d'assurance. Rien de bien nouveau dans cette région Est du Burkina qui a davantage souffert de la répression coloniale que toute autre zone administrative du

eront : qu'est ce que vous avez fait ? Parce qu'on n'y voit que le côté répression. Alors que vous avez juste été saluer quelqu'un ou prendre un renseignement. C'est terrible, mais j'espère qu'avec l'alphabétisation et la multiplication des écoles cette peur sera levée par l'éducation». En attendant, il est en place depuis

«La question des moyens nous entrave»

1997, même s'il n'a été officiellement installé que le 3 mars 1998. Qu'importe le contexte, il veut travailler. Dans cette région pas mal compliquée côté conserva-

de jugement, il intercéde pour favoriser l'harmonie entre l'administration et l'administré. Le médiateur est là pour la protection du citoyen». La délégation lui donne pouvoir de traiter les dossiers indépendamment du médiateur central quand bien même il doit rendre compte. L'avantage du délégué est d'être un fils du terroir. Un atout non négligeable dans cette mission dont l'élément parmi les plus essentiels est la

délégué à la Gnagna en vue. Aller au-delà de Bogandé et ses environs qu'il avait juste effleurés. Ce programme devrait le conduire plus en profondeur jusqu'à Kouala car «même dans la brousse profonde la population doit savoir qui est le médiateur du Faso et venir à lui pour défendre ses intérêts».

Cahin-caha, Oualy Yempabou Faustin, mène campagne et, bien que la zone soit difficile d'accès et que les principaux dossiers dans

la région aient le foncier et les rev-

endications domaniales pour dénominateur commun, il se réjouit du fait que les rapports sont bons et francs avec l'administration. Son regret : «la timidité des relations avec la population». Mais il comprend : «je lie cela aux contraintes socio-culturelles. Le Gourmantché n'est pas quelqu'un qui se livre, se confie facilement. Ce sont des pesanteurs socioculturelles que nous devons gérer avec délicatesse et patience. Il faut chaque fois et, c'est le langage que je tiens dans les villages, les rassurer et leur faire savoir que, faute de régler leur problème, le médiateur peut leur indiquer la voie à suivre pour une solution». Et des problèmes, il y en a : «dans les villages, notamment dans la Tapoa où j'ai été cette année, c'est fréquemment que les populations souffrent d'exactions de la part d'agents de l'administration. On m'a souvent parlé de comportements abusifs par exemple des agents des Eaux et Forêts au niveau de la réserve». Il déplore amèrement : «les agents de l'administration sont là pour sécuriser et non terroriser les populations. J'en ai fait cas dans mon rapport au médiateur du Faso. Il en est de même pour les tracasseries et rack-

communication, pour se faire comprendre et comprendre les autres. Ainsi, de manière stratégique indique le délégué régional Oualy Yempabou Faustin, «l'installation des délégués régionaux a permis de multiplier les tournées d'information et de sensibilisation dans les provinces puis les départements, dans des localités souvent difficiles d'accès». Pour ce qui est de sa zone d'intervention, le délégué a ainsi parcouru la province de la Tapoa, passant à Diapaga, Kantchari, Namounou, Tambaga, Tansarga et Logbou. «Des zones comme Partiaga et Botou ont besoin d'être également touchées» regrette-t-il. Des localités très difficiles d'accès à cause de l'état des pistes et même inaccessibles en saison de pluies. Des tournées pour expliquer qui est le médiateur du Faso, ses attributions, ses compétences et incomptences. La zone étant difficile d'accès, «c'est le calvaire après Kantchari», avoue le délégué, y retourner à brève échéance est donc incertain et, pour être pratique, le délégué profite de chaque escale pour enregistrer des dossiers séances tenantes et même résoudre des cas en audience foraine. Pour 2011, le



pays. Dans la région de l'Est, ce n'est pas un secret, on a tellement peur qu'on vit au rythme des sacrifices, des ordonnances du «sable». C'est dans ce décor que doit servir Oualy Yempabou Faustin, délégué régional du médiateur du Faso. Il le sait, la peur de l'administration lui est défavorable : «la police, la gendarmerie, le palais de justice, sont des coins qu'on doit fréquenter mais, si l'on vous y voit y aller par deux fois dans la même journée ou semaine, vos proches vous demand-

tisme, il va falloir cependant transpirer un peu et il garde en mémoire cette réflexion d'un groupe d'anciens à son arrivée : «nous avons appris qu'on a envoyé quelqu'un ici pour le règlement des problèmes. Mais, qui souhaite avoir des problèmes? Nous faisons des sacrifices jours et nuits pour ne pas avoir de problèmes et lui il vient pour en régler». Le décor est planté. Au médiateur de jouer sa partition, faire d'abord passer quelques fondamentaux : «le médiateur ne rend pas

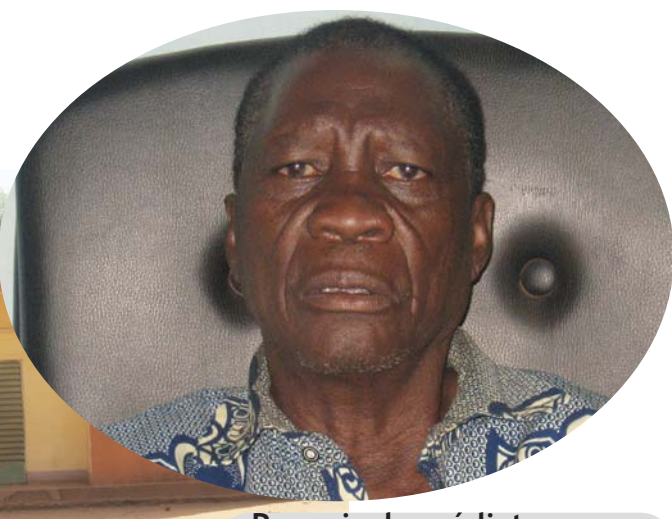
ets que subissent les transporteurs. On leur fait payer des frais sans aucun reçu de paiement, autrement dit, les transporteurs paient sans savoir ce qu'ils payent. C'est ainsi, c'est établi comme une règle. Cela entre dans le phénomène de la corruption». On le voit, le médiateur ne chôme pas. Même s'il doit reconnaître que «nous avons dit que l'approche déléguée, c'est très bien, mais il faut les moyens pour travailler. S'asseoir pour recevoir et

instruire les dossiers des réclamants est insuffisant. La question des moyens nous entrave».

JAPHET BENYIDIBA



Le cabinet du médiateur à Fada, au secteur 2



Qui est le Médiateur du Faso ?

Le médiateur du Faso est à la fois une institution et une autorité indépendante. Il est indépendant en ce sens que «dans l'exercice de ses fonctions, personne ne doit le déranger». Il est nommé pour 5 ans non renouvelables par décret du Président du Faso, après consultation du Premier ministre, du président de l'Assemblée nationale (Chambre des représentants à l'époque) et du président de la Cour suprême. Il est irrévocable et ne reçoit d'instructions d'aucune autorité dans le cadre de ses attributions. Question profil, «il doit avoir au moins 45 ans, une expérience professionnelle de 20 ans minimum, un sens élevé de la responsabilité, être de bonne moralité, avoir une ferme conscience de l'idée du bien public et de l'intérêt de la nation». Il a pour rôles principaux d'une part de recevoir et instruire les dossiers des réclamants et d'autre part, d'aider éventuellement les réclamants à rédiger leur plainte.

Les domaines de compétence du médiateur

- Le médiateur du Faso est compétent pour connaître des différends qui oppose l'administré : personne physique (particulier) ou personne morale (association, syndicat, société commerciale industrielle, artisanale, etc...) à l'administration publique : administrations d'Etat (ministères), collectivités territoriales (provinces, communes...), établissements publics ou tout organisme investi d'une mission de service public (Ong...) ; dans le cas de mauvais fonctionnement de ces services ou de refus d'exécution d'une décision de justice. Illustration : «On arrête des coupeurs de route et l'un porte une tenue de gendarme. Problème : l'ami d'un gendarme a volé la tenue de service de ce dernier et l'a fourgué à un malfrat. Le gendarme signale sa mésaventure et est aussitôt mis aux arrêts. Un jugement s'ensuit et il est démontré qu'il n'a rien à voir avec les coupeurs de route appréhendés et dont l'un portait sa tenue disparue. La justice enjoint le ministre de la Défense de le réincorporer. Il devait être réincorporé depuis, mais rien ne se fait, il est au chômage. Son père est venu voir le médiateur parce que les correspondances à la justice sont sans effet. Puisque la justice l'a lavé, et qu'il y a un problème d'exécution de la décision, le médiateur doit intervenir pour qu'on le remette dans ses droits».

- A la demande du Président ou du gouvernement, le médiateur du Faso peut intervenir pour toute action tendant à l'amélioration du service public ou toute activité de conciliation entre l'administration publique et les forces sociales et professionnelles. Illustration : «lors de la crise universitaire de 1997, le Président du Faso a fait appel au médiateur Tiémoko Marc Garango pour une conciliation».

Les domaines d'incompétence du médiateur

- Les différends entre personnes physiques ou morales privés. (par exemple les conflits éleveurs-agriculteurs).
- Les problèmes d'ordre politique car le médiateur est apolitique.
- Les procédures engagées devant la justice.
- La dénonciation d'une décision de justice.

Pouvoir du médiateur

Il a le pouvoir de :

- Procéder à des vérifications et mener une enquête à propos d'une réclamation.
- Demander à tout ministère la communication de tout document ou dossier jugé utile pour son enquête.
- Poser des questions à tout ministère pour répondre aux besoins de son enquête.
- Convoquer tout citoyen pour l'entendre.
- Requérir l'administration pour le suivi d'un dossier.
- Demander à toute autorité d'engager contre tout agent public malfaissant une procédure disciplinaire ou le cas échéant le saisir d'une plainte de la juridiction répressive.
- Demander au Président une réforme législative réglementaire ou administrative. (exemple : la taxe de développement communal, TDC/ le port obligatoire de casque).

Comment saisir le médiateur?

Aller personnellement au cabinet du médiateur avec le récit écrit de son cas et demander une intercession ou y faire porter sa demande par courrier ou par l'intermédiaire d'un élu local en cas d'incapacité physique. Pour les paysans, pour ne pas dire les analphabètes, s'y rendre personnellement afin de se faire rédiger sa plainte sur place. D'où l'importance pour le délégué d'être un natif de la région pour la maîtrise fondamentale de la langue de communication. Le délai imparti à l'administration pour répondre à une requête du médiateur est de 4 mois. «Mais le plus souvent il faut passer par des lettres de rappel avant que l'administration s'exécute. Des dossiers concernant les

13 décembre 1998-2010 Journée Norbert Zongo



Parce que la revendication de justice sur un crime reste d'actualité, la mémoire collective célèbre chaque année le

"Cette lampe allumée symbolise la nécessité de faire la lumière sur l'assassinat, le 13 décembre 1998. Du journaliste Norbert Zongo".

13 décembre au Burkina. Dans ce combat de David contre Goliath, le freluquet a obtenu sa journée de souvenir qui certainement survivra à l'impunité. Les scolaires surtout, de Fada, ont également célébré par un meeting à la place de l'Unité, le jour anniversaire de l'assassinat du directeur de publication de "L'Indépendant", Norbert Zongo. Faut-il rappeler l'événement de triste mémoire jamais vécu auparavant au Faso ? Pour nombre de raisons, nous disons, OUI ! Le 13 décembre 1998, à une centaine de Km au sud de Ouagadougou, les populations faisaient une macabre découverte: une voiture brûlée, ses 4 occupants calcinés et, parmi les victimes, Norbert Zongo, le journaliste le plus populaire du Burkina. Une mort qui a plongé le pays dans une crise inédite. Tuer, effacer pour taire ! Norbert Zongo a-t-il été tué ?



Augustine Zongo, mère de Norbert.

Non, il reste très en verve tant que résiste l'impunité et que pleurent parents, confrères, sympathisants et tous les bâillonnés au Burkina et à travers le monde. La liberté d'expression attend le jour de soleil.

Alors, «*Borri Bana*» (la fuite est terminée en langue malinké) ? Demeure la nuit sur le drame de Sapuy. La Journée nationale du pardon n'a pas corrompu

la douleur d'Augustine, la maman éplorée et sa résolution d'aller «*à la tombe sans accepter le pardon*» tant que le crime reste impuni. Au Centre national de presse Norbert Zongo (Maison de la presse) une lampe veille également. Il y a douze ans. Douze en déjà !

Suite de la page 22

dit, «*que les gens sont venus de Ouagadougou prendre les marchés et autres, au détriment des acteurs locaux*». Je leur ai fait savoir que premièrement, si c'était le cas, c'est normal parce que c'est l'argent du contribuable burkinabé et donc, sans compter le niveau de compétence, tous les acteurs burkinabés avaient le droit de venir postuler et d'avoir des marchés. Mais, dans la réalité, ce n'était pas le cas. Ce sont des mensonges. Le taux au-

quel nous prenions en charge les participants, ne permettait pas à quelqu'un de quitter Ouagadougou avec tout son arsenal et son personnel pour venir ici officier et espérer un bénéfice. Donc, rien qu'à cause de cela, les postulants n'ont été que des locaux. Sur 35 restaurateurs et restauratrices que nous avons retenus, seuls trois n'étaient pas basés dans la région de l'Est. Et sur ces trois, seule une personne n'était pas native de la région. Et cette seule personne était mariée

Monseigneur Paul "Yembuado" Ouédraogo quitte Fada pour Bobo

A défaut d'asseoir un fils du diocèse sur son siège épiscopal, Fada se taille une réputation de créateur d'archevêques. Prêtez lui votre évêque, il vous rend un archevêque. Il l'a fait avec Mgr Jean-Marie Compaoré, il



confirme avec Mgr Paul Ouédraogo. Le secret, accepter sans doute la couleur locale. Le premier fut fait "Untanni", le second "Yembuado". Bref, le Pape a accepté la démission de désormais ex-Monseigneur Anselme Titianma Sanon, ex-archevêque de Bobo-Dioulasso et pour le remplacer, on a dépouillé Fada et Mgr Paul Yembuado Ouédraogo passe archevêque en prenant le siège vacant depuis le 19 décembre de l'archidiosèse de Bobo. Après 13 années, de mai 1997 à décembre 2010, Mgr Paul Ouédraogo peut être fier de laisser à son successeur, pas encore nommé, une épine dans le pied. Mais dans le bon sens de l'expression car l'homme de Dieu a signé son passage dans ce diocèse de fort belle manière, avec du concret. On peut citer entre autres, l'érection du diocèse de Dori, la création des paroisses saint Pierre de Gayéri en 2006 et saint André de Bogandé en 2007, le petit séminaire saint Kisito de Bougui qui a inauguré son second cycle cette rentrée, le chantier en commun avec la communauté protestante, de la traduction de la Bible en Gulmancema. Il faudra assez d'ingéniosité et d'inspiration au prochain évêque pour en faire autant. Il quitte sa communauté chrétienne du Gulmu l'année où celle-ci célèbre son jubilé de 75 d'évangélisation.

à quelqu'un d'ici, donc c'est tout comme. Je crois que ça a été une mauvaise querelle que de nous accuser d'avoir organisé des choses au détriment des gens de la région. J'ai eu l'occasion de leur dire que si les autres acteurs de notre pays avaient éprouvé le désir de venir postuler, ils en avaient le droit et en bénéficier était également leur droit le plus absolu. Non, vraiment, ça n'a pas été le cas, mais pour des raisons essentiellement économiques. Le taux fixé était assez modeste pour qu'un opérateur s'y aventure depuis Ouagadougou avec marmites, véhicules et personnel. Cela dit, j'étais content de voir qu'après les manifestations, beaucoup de ces restaurateurs ont hissé leur niveau de standing. J'ai vu des res-

tauratrices, qui vendaient du riz seulement au bord de la route, ouvrir un restaurant après la manifestation. Certains restaurants se sont dotés d'engins et de véhicules. Je crois que c'est ça le développement. On ne demande pas plus que ça. Maintenant, les critiques, nous sommes habitués à cela et c'est tout à fait normal. Lorsqu'on gère un domaine public, on doit s'attendre et on doit accepter la critique, quelle que soit sa formulation. Il est normal que celui qui regarde et qui n'est pas vous, puisse avoir un style ou des options différentes des vôtres. Et il est normal qu'il les exprime et nous les accueillons avec beaucoup de fair-play.

INTERVIEW RÉALISÉE PAR
GUY-MICHEL BOLOUVI

Centre ophtalmologique «Betsaïde» de l'OCADES-FADA

Pour une meilleure vue, à portée de prix !

De bouche-à-oreille, sans panneau, ni pancarte, ni enseigne, il fait déjà référence. Qu'en sera-t-il lorsque le Centre ophtalmologique «Betsaïde» de l'Ocades-Fada connaîtra une inauguration en grande pompe et fort tapage ?



le Centre ophtalmologique «Betsaïde» de l'Ocades-Fada

Dans les petits pots, les bons onguents ! dit-on. Le Centre ophtalmologique «Betsaïde» de l'Ocades-Fada fait modeste, mais ne vous y trompez pas. Il est si fonctionnel et d'un équipement si moderne qu'on dira qu'il est tout à fait normal qu'il n'ait pas besoin de tambour pour avoir pignon sur rue.

Ouvert le 21 juin 2010 et seulement doté de deux chambres de quatre lits pour l'observation post-chirurgie, son bloc opératoire

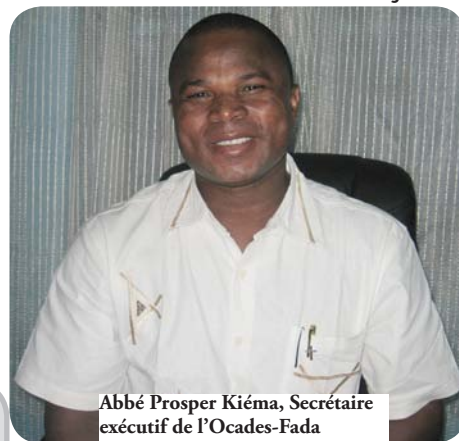
a déjà abrité deux campagnes d'opération de patients souffrant de la cataracte. En moins de 6 mois, plus de 700 patients y ont trouvé un soulagement pour leurs problèmes d'yeux et de vision. Pour une ville de la dimension de Fada, c'est un chiffre fort éloquent sur le besoin de santé publique que l'Ocades vient combler avec son centre ophtalmologique. Mieux, le registre des consultations indique que le centre a déjà pris une envergure régionale. On vi-

ent de coins aussi éloignés que Diapaga pour se faire consulter et traiter.

Bien que discret, pas encore d'enseigne et un simple communiqué radiophonique pour annoncer son ouverture, le centre s'est déjà taillé une séduisante réputation par le canal du bouche-à-oreille et Taram Anatole, son praticien en chef, technicien supérieur de santé en ophtalmologie, a bien besoin de sa solide

et longue expérience pour répondre aux sollicitations. Problèmes de cataracte et de réfraction, défaillances de l'acuité visuelle de loin ou de près pour les adultes et personnes âgées, conjonctivites bactérienne et allergique chez les enfants et autres cas de trachome et de glaucome... Comme dit l'ophtalmologiste, «*dans cette région Est du pays, les yeux souffrent beaucoup du soleil, de la poussière et également des parasitoses et de la malnutrition, notamment la carence en vitamine A*».

Objectif atteint devrait dire l'abbé Prosper Kiéma, Secrétaire exécutif de l'Ocades dont le credo est «*d'accompagner les populations du diocèse de Fada N'Gourma vers l'amélioration de leurs conditions de vie matérielle, financière, culturelle, reli-*



Abbé Prosper Kiéma, Secrétaire exécutif de l'Ocades-Fada

L'importance d'une aspirine... Ceci est vrai et très important à faire...

Le conseil qui suit fait partie de ces informations peu nombreuses qui s'échangent sur internet auxquelles on doit prêter attention et qu'on doit suivre.

Quand j'ai eu mes deux crises cardiaques en septembre dernier, le médecin qui m'a soigné aux urgences du Secours Mutuel m'a demandé si j'avais pris de l'aspirine après avoir ressenti la douleur dans ma poitrine.

J'ai dit au médecin qu'à la maison nous n'avions pas d'aspirine. Et il m'a donné ce conseil : dans chaque foyer, il doit y avoir un tube d'aspirine, soit de dose normale (325 mg) soit de 81 mg, spécialement dans les foyers qui comptent des personnes de plus de 60 ans. Bien sûr, ces aspirines doivent être disponibles pour que, au cas où cette douleur dans la poitrine se manifeste vous puissiez les prendre sans perdre de temps.

Grâce à Dieu, les infarctus que j'ai eus n'étaient pas graves, mais le niveau d'enzymes que j'avais était tel que j'aurais pu perdre la vie si je n'étais pas arrivé à temps à l'hôpital.

PAR CONSÉQUENT ... si vous n'avez pas d'aspirine à la maison, achetez un tube et gardez-le dans un endroit acces-

sible. Dieu sait si cela peut faire la différence entre la vie et la mort.

Notez qu'il existe d'autres symptômes d'attaque cardiaque, suivis ensuite d'une douleur dans le bras gauche. Vous devez aussi prêter attention à une douleur intense dans la mâchoire inférieure, des nausées et sueurs abondantes, car ce ne sont pas non plus des symptômes communs.

Détail : Durant une crise cardiaque, au début vous pouvez ne pas ressentir de douleur dans la poitrine. 60% des personnes qui ont eu une crise cardiaque pendant qu'elles dormaient, ne se sont plus relevées. Cependant, une douleur dans la poitrine peut vous réveiller d'un sommeil profond. S'il en était ainsi, faites fondre immédiatement 2 aspirines dans la bouche et avalez-les avec un peu d'eau. Appelez tout de suite les Ambulanciers, la Police ou les Pompiers en disant "crise cardiaque" et en informant que vous avez administré 2 aspirines. Asseyez-vous sur une chaise ou un fauteuil et attendez l'arrivée des secours.

NE VOUS RECOUCHEZ PAS !!!

Un cardiologue a affirmé que si chaque personne qui reçoit ce message en informait 10 autres, assurément une vie serait sauvée.

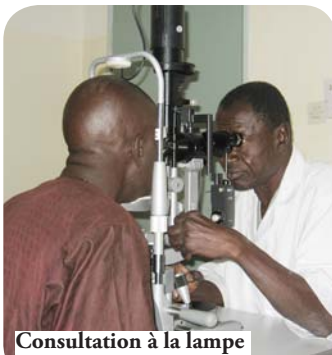


Salemberé Namata, la caissière-gérante du dépôt pharmaceutique.

gieuse,...» Rapprocher la santé des populations, c'est déjà une grande œuvre. Leur accroître l'accessibilité dans un domaine aussi spécialisé que l'ophtalmologie est encore bien plus grand. L'Ocades a visé bien plus haut : faire la jonction entre proximité du soin spécialisé et accessibilité financière. Betsaïde pratique des coûts à la rivalité ardue. Suivant

son principe de solidarité, l'Ocades ne fait pas de sa clinique une vulgaire boutique. Il n'est pas non plus question de faire gratis. Nous sommes dans un monde où ne vaut que ce qui a un prix. Pour aider le centre à s'autogérer à terme, les soins y sont soumis à l'achat d'un carnet de santé à 200 F, des frais de consultation pour 500 F et les produits sont disponibles sur place au dépôt pharmaceutique du centre à des prix modiques, «*nous ne vendons pas aux prix pratiqués habituellement dans les pharmacies et le centre fait même des réfractions et prescrit des lunettes*», se contente de dire Taram Anatole.

Cette modestie dans le comportement est en passe de devenir un trait de caractère à Betsaïde où même le personnel est limité au minimum fonctionnel comme l'indique Taram Anatole : «*la caissière-gérante du dépôt pharmaceutique, un agent de soutien et l'appui d'un médecin pour les interventions chirurgicales*».



Consultation à la lampe à fentes.



Les bijoux du bloc opératoire, le microscope opératoire et le scialytique, dispositif éclairage sans ombre.

De la construction du Centre à son équipement sans omettre une provision «*dégressive sur 3 ans*» pour le traitement du personnel, le projet global s'est élevé à un coût de cent quarante millions huit cent soixante un mille cinq cent soixante dix (140 861 570) francs CFA. C'est cher payé, mais l'abbé Prosper Kiéma ne voit que la finalité : «*nous sommes heureux d'avoir pu donner à tant d'hommes et de femmes une meilleure vision pour découvrir et ad-*

mirer davantage la beauté de la création. Certaines personnes qui étaient obligées d'être conduites sont devenues aujourd'hui autonomes et promettent d'aller regarder encore leur village paternel parce qu'ayant perdu depuis fort longtemps cette faculté essentielle à la paix et au bonheur intérieur».

JAPHET BENYIDIBA



Des lits pour le repos des patients en observation

Un praticien d'une solide expérience

Natif de Ouagaye dans le Koulpelgo, Taram B. Anatole, y effectue ses études primaires avant de monter à Ouagadougou pour le lycée Zinda. L'obtention du Bepc en 1973 lui ouvre dès la rentrée 1974 les portes de l'école de santé à Bobo-Dioulasso. A sa sortie deux ans plus tard en 1976, il étrenne son savoir comme chef de poste. Sa démangeaison du savoir est cependant loin d'être assouvie et en 1982 il se retrouve à Bamako pour une spécialisation en ophtalmologie à l'Iota, Institut d'ophtalmologie tropicale africain. Encore deux années et il est technicien supérieur de santé en ophtalmologie. De retour en 1984, il fait une escale comme attaché au centre ophtalmologique de Koudougou sis au sein de la direction départementale de la santé. Un bref transit car, la même année, il est affecté à l'hôpital de Fada. Homme affable et travailleur modèle il est élu par deux fois, entre 1996 et 2007, membre du conseil d'administration de l'hôpital en tant que représentant des travailleurs. Après plus de trente ans de service, il est admis à la retraite en décembre 2008. Son vœux est alors de s'installer à son compte pour toujours partager son savoir-faire, mais la limite des moyens et la délicatesse de sa santé surtout, le confinent à résidence. Avec lui, le centre ophtalmologique de l'Ocades s'est offert un praticien d'une solide expérience pour qui revenir soigner est une douce prolongation. **J.B.**



Taram B. Anatole



Echelle de Parinaud pour vision de près



Tableau d'acuité visuelle de loin



Un appareil de lunetterie pour les besoins de réfraction oculaire.



Malette de verres à essais

RAYNAL S.A.

Assurances - Réassurances

SIÈGE SOCIAL

Avenue du Dr Kwamé N'KRUMAH - Cité an IV A - 01 B.P. 6131
Ouagadougou 01 - BURKINA FASO
TEL. : (226) 50 30 25 12 / 13 - FAX : (226) 50 30 25 14



AGENCE DE FADA N'GOURMA
TEL. : 40 77 77 02 / 70 27 92 40 / 78 24 30 42

Une autre vision de l'assurance !



Acteurs du développement, opérateurs économiques, vous travaillez en milieu urbain ou rural pour un changement des conditions de vie des populations...

Faites connaître vos activités, nouez le dialogue, donnez-vous de la visibilité, offrez-vous une voix, contactez

Les Échos
Journal d'informations locales, d'intégration et de développement
du Sahel

BP. 145 Fada N'Gourma

Tél. +226 40 77 77 18

70 33 24 16

76 42 65 10

78 83 80 53

Email : mboluv@yahoo.fr



Thiombiano Timothée
Herboriste,
Membre de l'association Laafia
des tradipraticiens Du Gulmu.
CSPS II, Fada
(à côté de la Banque de sang).
Contact : 70 14 67 74



A côté de la gare Rakiéta BP. 244 FADA TÉL. : 40 77 10 80 / 40 77 10 81



Vous
cherchez un
mécanicien de
motos à Bogandé,
allez voir Lankoandé
Mamadou Ahmed
Mécanicien 2 roues,
à côté du Bantia
Tél. 70 54 24 10
et 78 32 44 26



Ketbeka Bila Alassane & frères
Commerçant de motos toutes marques
Grand-marché de Fada
côté Nord
Tél. bur. 40 77 08 74
dom. 40 77 12 19
cel. 70 29 38 44